

IMPORTANT : avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions figurant au verso / Before making your choice please see instructions on reverse side
ATTENTION : lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission, il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée (Art. R.225-85 III du Code de commerce).
CAUTION : shareholders who have already voted remotely, sent in a proxy or requested an admission card may not elect another method of participating in the Meeting (Art. R.225-85 III of the French Commercial code).

QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE, DATER ET SIGNER AU BAS DU FORMULAIRE / WHICHEVER OPTION IS USED, DATE AND SIGN AT THE BOTTOM OF THE FORM

- A.** ☐ Je désire assister à cette Assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / I wish to attend the Meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form
B. ☐ J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / I prefer to use the postal voting form or the proxy form according to one of the 3 possibilities mentioned below

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE D'UBISOFT ENTERTAINMENT SA

convoquée pour le lundi 24 septembre 2012 à 11h30
à la Maison de la RATP – Espace du Centenaire
189, rue de Bercy, 75012 PARIS

COMBINED GENERAL MEETING OF UBISOFT ENTERTAINMENT SA

to be held on Monday, September 24th, 2012 at 11.30 am
at Maison de la RATP – Espace du Centenaire
189, rue de Bercy, 75012 PARIS



CADRE RESERVE / For Company's use only

Identifiant / Account
Nominatif Registered
Porteur / Bearer
Nombre d'actions Number of shares
Nombre de voix / Number of voting rights:
VS/single vote
VD/double vote

☐ **JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST**
Cf. au verso renvoi (2) – See reverse (2)

Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'administration, à l'**EXCEPTION** de ceux que je signale en noircissant comme ceci ■ la case correspondante et pour **lesquels je vote NON** ou je m'abstiens.

I vote **FOR** all the draft resolutions approved by the Board of directors **EXCEPT** those indicated as a shaded box – like this ■, for which I vote against or I abstain.

Sur les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'administration, je vote en noircissant comme ceci ■ la case correspondante à mon choix.

On the draft resolutions not approved by the Board of directors, I cast my vote by shading the box of my choice – like this ■

☐ **JE DONNE POUVOIR AU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

Dater et signer au bas du formulaire, sans rien remplir

I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE MEETING
Date and sign the bottom without completing it

Cf. au verso renvoi (3) – See reverse (3)

☐ **JE DONNE POUVOIR A :** (dans les conditions prévues à l'article L. 225-106 – Cf. renvoi (4) au verso)

I HEREBY APPOINT (in accordance with the provisions of article L. 225-106 – See (reverse (4)))

M, Mme ou Mlle, Raison sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name

Adresse / Address

Partie ordinaire / Ordinary Part

1 2 3 4 5 6 7 8 9
☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐

Partie extraordinaire / Extraordinary Part

10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22
☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐

	Oui/For	Non/Against Abst
A	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
B	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
C	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
D	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
E	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

ATTENTION : S'il s'agit de titres au porteur, vos instructions de vote ne seront valides que si une attestation de participation constatant l'inscription ou l'enregistrement comptable de vos actions au plus tard le mercredi 19 septembre 2012 à zéro heure, heure de Paris, établie par l'établissement financier qui tient votre compte de titres, est annexée au formulaire

CAUTION : Concerning bearer shares, your vote or proxy will not be counted unless a participation certificate issued by the financial intermediary confirming registration or book-entry of your shares in its account by Wednesday, September 19th, 2012 midnight (CET), at the end of calendar day, is appended to the form

Nom, Prénom, Adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà, les vérifier et les rectifier éventuellement)
-Surname, first name, address of the shareholder (if the information is already supplied, please verify and correct if necessary)
Cf. au verso renvoi (1) – See reverse (1)

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentées à l'Assemblée / In case amendments or new resolutions are presented during the Meeting
- Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée de voter en mon nom / I appoint the Chairman of the Meeting to vote on my behalf..... ☐

- Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre) / I abstain from voting (is equivalent to a vote against)..... ☐

- Je donne procuration (cf. au verso renvoi (3)) à M., Mme ou Mlle, Raison sociale..... ☐
pour voter en mon nom / I appoint (see reverse (3)) Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf

ATTENTION : Pour être pris en considération, tout formulaire doit parvenir au plus tard le vendredi 21 septembre 2012 à minuit, heure de Paris

CAUTION : In order to be considered, this completed form must be received at the latest on Friday, September 21st, 2012 midnight (CET), at the end of calendar day par la Société / by the Company

UBISOFT ENTERTAINMENT SA

Service Titres (Securities Department) - A l'attention d'Isabelle Genouël

N° fax : 02 99 93 20 68 / Email : isabelle.genouel@ubisoft.com

28, rue Armand Carrel - 93108 Montreuil-sous-Bois Cedex

Date & signature

UTILISATION DU DOCUMENT

- A. L'actionnaire désire assister personnellement à l'Assemblée. Dans ce cas, il doit, au recto du document, cocher la case A puis dater et signer au bas du formulaire.**
B. A défaut, l'actionnaire peut utiliser le formulaire de vote* - Dans ce cas il doit, au recto du document, cocher la case B et choisir l'une des trois possibilités et dans tous les cas dater et signer au bas du formulaire :
(2) voter par correspondance (cocher la case appropriée et noircir les cases - en cas de vote négatif ou d'abstention - correspondant aux résolutions *) **(3) donner pouvoir au Président de l'Assemblée** (cocher la case appropriée sans rien remplir) **(4) donner pouvoir à une personne dénommée** (cocher et compléter la case appropriée)

QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE la signature de l'actionnaire est indispensable

(1) Le signataire est prié d'inscrire très exactement, dans la zone réservée à cet effet, ses nom (en majuscules d'imprimerie), prénom usuel et adresse ; si ces indications figurent déjà sur le formulaire, le signataire doit les vérifier et éventuellement les rectifier. Pour les personnes morales, le signataire doit indiquer ses nom, prénom et qualité. Si le signataire n'est pas lui-même un actionnaire (exemple : Administrateur légal, Tuteur, etc.) il doit mentionner ses nom, prénom et la qualité en laquelle il signe le formulaire de vote. Le formulaire adressé pour une Assemblée vaut pour les autres Assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour (art. R.225-77 alinéa 3 du Code de commerce.)

(2) VOTE PAR CORRESPONDANCE

Article L.225-107 du Code de commerce (extrait)

«Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret en Conseil d'État. Les dispositions contraires des statuts sont réputées non écrites. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée, dans les conditions de délais fixées par décret en Conseil d'État. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.»

⇒ Si vous désirez voter par correspondance, vous devez obligatoirement cocher la case «JE VOTE PAR CORRESPONDANCE» au recto.

Dans ce cas, il vous est demandé :

- **Pour les projets de résolutions proposés ou agréés par le Conseil d'administration**
 - soit de voter «OUI » pour l'ensemble des résolutions en ne noircissant aucune case.
 - soit de voter «NON» ou de vous «abstenir» (ce qui équivaut à voter «NON») sur certaines ou sur toutes les résolutions en noircissant individuellement les cases correspondantes.
- **Pour les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'administration**
 - de voter résolution par résolution en noircissant la case correspondant à votre choix.
- **Pour le cas où des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles seraient déposés lors de l'Assemblée**
 - d'opter entre trois solutions (pouvoir du Président de l'Assemblée, abstention ou pouvoir à personne dénommée), en noircissant la case correspondant à votre choix.

(3) POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article L.225-106 du Code de commerce (extrait)

«Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption de projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'administration ou le Directoire, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.»

(4) POUVOIR A UNE PERSONNE DENOMMEE

Article L.225-106 du Code de commerce (extrait)

«Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité. Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix.» «Le mandat ainsi que, le cas échéant, sa révocation sont écrits et communiqués à la Société.» «Les clauses contraires aux dispositions des alinéas précédents sont réputées non écrites.»

Article L.225-106-1 du Code de commerce (extrait)

«Lorsque (...) l'actionnaire se fait représenter par une personne autre que son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, il est informé par son mandataire de tout fait lui permettant de mesurer le risque que ce dernier poursuive un intérêt autre que le sien.» «Lorsqu'en cours de mandat, survient l'un des faits mentionnés aux alinéas précédents, le mandataire en informe sans délai son mandant. A défaut par ce dernier de confirmation expresse du mandat, celui-ci est caduc. La caducité du mandat est notifiée sans délai par le mandataire à la Société.»

Article L.225-106-2 du Code de commerce (extrait)

«Toute personne qui procède à une sollicitation active de mandats, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représenter à l'Assemblée (...) rend publique sa politique de vote.

Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'Assemblée. Elle exerce alors, pour toute procuration reçue sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi rendues publiques.»

Article L.225-106-3 du Code de commerce (extrait):

«Le tribunal de commerce (...) peut, à la demande du mandant et pour une durée qui ne saurait excéder trois ans, priver le mandataire du droit de participer en cette qualité à toute Assemblée de la Société concernée en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue aux troisième à septième alinéas de l'article L.225-106-1 ou des dispositions de l'article L.225-106-2. Le tribunal peut décider la publication de cette décision aux frais du mandataire.»

* Le texte des résolutions figure dans le dossier de convocation joint au présent formulaire (art. R. 225-81 du Code de commerce) : ne pas utiliser à la fois : «JE VOTE PAR CORRESPONDANCE» et «JE DONNE POUVOIR A» (art. R.225-81-8 du Code de commerce). La langue française fait foi.

NB : Si les informations contenues dans le présent formulaire sont utilisées pour un fichier nominatif informatisé, elles sont soumises aux prescriptions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978, notamment en ce qui concerne le droit d'accès et de rectification pouvant être exercé par l'intéressé.

INSTRUCTIONS FOR COMPLETION

- A. If the shareholder wishes to attend the Meeting personally, tick box A on the front of the document. Please also date and sign at the bottom of the form.**
B. Otherwise, the shareholder may use this form as a postal vote *. In this case check box B on the front of the form and choose one of the three possibilities and in any case date and sign at the bottom of the form :
(2) use the postal voting form (tick the appropriate box and shade boxes - in case of vote against or abstention - regarding such resolutions *) **(3) give your proxy to the Chairman of the Meeting** (tick the appropriate box, without filling in) **(4) give your proxy to a representative** (tick and fill in the appropriate box)

WHICHEVER OPTION IS USED the shareholder's signatures in necessary

(1) The shareholder should write his/her exact name and address in capital letters in the space provided ; if this information is already supplied, please verify and correct if necessary. If the shareholder is a legal entity, the signatory should indicate his/her full name and the capacity in which he/she is entitled to sign on the legal entity's behalf. If the signatory is not a shareholder (e.g. a legal guardian, etc.), he/she has to specify his/her full name and the capacity in which he/she is signing the proxy. The form sent for one Meeting will be valid for all Meetings subsequently convened with the same agenda (art. R.225-77 paragraph 3 of the French Commercial code).

(2) POSTAL VOTING FORM

Article L.225-107 of the French Commercial code (extract)

«A shareholder can vote by post by using a postal voting form determined by Conseil d'Etat decree. Any other methods are deemed to be invalid. Only the forms received by the company before the Meeting, within the time limit and conditions determined by Conseil d'Etat decree, are valid to calculate the quorum. The forms giving no voting direction or indicating abstention are deemed to vote against.”

⇒ If you wish to use the postal voting form, you must tick the box on the front of the document: "I VOTE BY POST.

In such event, please comply with the following instructions:

- **For the resolutions proposed or agreed by the Board of directors, you can :**
 - either vote “for” for all the resolutions by leaving the boxes blank
 - or vote “against” or “abstention” (which is equivalent to voting against) by shading boxes of your choice
- **For the resolutions not agreed by the Board of directors, you can :**
 - vote resolution by resolution by shading the appropriate boxes.
- **In case of amendments or new resolutions during the Meeting you can :**
 - choose between three possibilities (proxy to the Chairman of the Meeting, abstention or proxy to a representative) by shading the appropriate box.

(3) PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE MEETING

Article L.225-106 of the French Commercial code (extract)

«When proxies do not indicate the name of the appointed proxy, the Chairman of the Meeting will vote the proxy in favor of the adoption of the draft resolutions presented or approved by the Board of directors or the Executive Board, as the case may be, and will vote the proxy against the adoption of all the other draft resolutions. To give any other vote, the shareholder must choose a proxy who accepts to vote as he / she indicates. »

(4) PROXY TO A REPRESENTATIVE (INDIVIDUAL OR LEGAL ENTITY)

Article L.225-106 of the French Commercial code (extract) :

«A shareholder may be represented by another shareholder, by his or her spouse, or by his or her partner who he or she has entered into a civil union (pacte civil de solidarité) with. He or she can also be represented by an individual or legal entity of his or her choice.» «The proxy as well as its dismissal, as the case may be, must be written and made known to the Company.» «Any clauses that conflict with the provisions of the preceding sub paragraphs shall be deemed non-existent.»

Art L.225-106-1 of the French Commercial code (extract):

«When (...) the shareholder names a proxy which is not his/her spouse or his/her partner under a contract of civil union (pacte civil de solidarité), such proxy has to inform the shareholder of any fact enabling the latter to appreciate the risk that the former may follow an interest other than his/her own.» «Should one of the situations described in the above paragraphs occur while the proxy is effective, the proxy has to inform shortly the shareholder of said occurrence. The proxy shall be void, unless expressly confirmed by the shareholder. The proxy has to inform shortly the company of the invalidity.»

Art L.225-106-2 of the French Commercial code (extract):

«Any person which actively solicits, by offering directly or indirectly to one or several shareholders, by any means or form available, to receive proxy to represent them at the Meeting (...) has to declare publicly its voting policy.

This person may also declare publicly its voting intention for each of the draft resolutions to be debated during the Meeting. For each proxy received without voting instruction from the shareholder, the proxy has to vote in compliance with intentions made public.»”

Art L.225-106-3 of the French Commercial code (extract):

«The Commercial Court (...) may at the shareholder's request and for a duration not exceeding three years, prevent the proxy form the right to participate in this quality in any Meeting held by the company in the event of non compliance by such proxy of information obligation provided under paragraphs 3 to 7 of article L.225-106-1 or breach of the provisions of article L.225-106-2. The Court may decide to make public its ruling at the proxy's cost. »

* The text of the resolutions are in the notification of the Meeting which is sent with this proxy (art. R.225-81 of the French Commercial code); please do not use both «I VOTE BY POST» and «I HEREBY APPOINT » (art. R.225-81-8). The French version governs; the English translation is for convenience only

NB: If any information included in this form is used for a computer file, it is protected by the provisions of law 78-17 of January 6, 1978, especially about rights of access and alteration that can be exercised by interested parties